

SNCF ; à Nancy, 10 heures, place Dombasle ; à Montluçon, 14h30, quai Louis-Blanc ; à Amiens, 14h30 devant la gare ; à Bourges, 10 heures, place Séraucourt ; à Vannes, 10h30, devant Michelin... Retrouvez tous les rendez-vous sur le site Internet de la CGT.



L'événement

SERVICE PUBLIC LES FONCTIONNAIRES MOBILISÉS CONTRE LA CASSE

Grands oubliés du plan de relance, les agents manifesteront aux côtés des salariés du privé pour défendre leurs conditions d'exercice, leurs salaires et la qualité du service aux usagers.

Dans les trois versants de la fonction publique, la colère monte chez les agents titulaires comme contractuels, en amont de la journée d'action interprofessionnelle du 4 février. « Le Covid avait un peu ralenti la mise en place de la loi Dussopt, mais on commence à en ressentir les effets », affirme Karim Lakjaâ, responsable Ufict-CGT à la Ville de Reims et au Grand Reims. Dans ces collectivités comme dans d'autres de France, les employeurs publics entendent bien se saisir de la possibilité donnée par la loi de transformation de la fonction publique d'allonger le temps de travail des agents. À Reims, cela fait près de trois semaines que les fonctionnaires luttent contre la mise en place du plancher de 1607 heures annuelles qui « élimine tous les accords plus favorables », poursuit le syndicaliste CGT, qui estime entre 8 et 15 le nombre de jours de repos perdus par cette refonte du temps de travail.

À l'hôpital et dans le secteur médico-social, le Ségur n'a rien réglé

Mais, comme dans le privé, c'est aussi la précarisation du statut, des rémunérations et des formes d'emploi qui poussera les agents à défiler. « On voit se développer des contrats de projet, qui se substituent à des emplois pérennes, notamment sur des postes de catégorie A, des bac + 5, auxquels on propose des rémunérations faibles et qui peuvent être virés du jour au lendemain », déplore Karim Lakjaâ, qui observe en outre une

extension des emplois à temps non complet et un essor des ruptures conventionnelles qui créent « une épée de Damoclès ».

À l'hôpital et dans le secteur médico-social plus largement, le Ségur n'a rien réglé. « On subit toujours des suppressions de lits, des départs d'agents. On continue à avoir des collègues qui dorment dans leur voiture car ils sont dans l'incapacité de se payer ne serait-ce qu'un studio en région parisienne », dénonce de son côté Jean-Marc Duvauchelle, représentant SUD à l'Assistance publique-Hôpitaux de Paris (AP-HP). Il manifestera pour exiger, notamment, des augmentations de 400 euros et l'octroi des primes promises lors du Ségur à l'ensemble des travailleurs du médico-social. « Évidemment, la situation sanitaire n'aide pas. L'AP-HP est en train de suspendre les demandes de congé et de disponibilité des agents pour se préparer à la mise en place du plan blanc. Il y a une vraie lassitude du personnel », souligne le syndicaliste.

Même impression d'être sacrifiés du côté de l'éducation nationale, où les enseignants et personnel, déjà en grève la semaine passée, devraient à nouveau être nombreux à battre le pavé. « Dans l'académie de Lyon, ce sont 3900 élèves supplémentaires qu'il va falloir accueillir en lycée, l'an prochain, pour une seule création de poste d'enseignant devant élèves ! » s'indigne Laurent Hauser, représentant des enseignants grévistes du lycée Brossolette à Villeurbanne. Les établissements de cette ville populaire, comme d'autres zones d'éducation prioritaire de l'Est lyonnais, ont vu leur allocation progressive de moyens fondre, ce qui devrait avoir pour effet de dégrader davantage les conditions de travail des professeurs et les conditions d'études des lycéens. ■

LOAN NGUYEN

JEUNES LE REFUS D'ÊTRE SACRIFIÉS

Après leurs journées de mobilisation réussies des 20 et 26 janvier, les moins de 25 ans redescendent dans les rues, ce jeudi.

Robin a « un peu les boules ». Mais, d'un naturel optimiste, le jeune homme se dit que « c'est temporaire ». Fin septembre, l'étudiant en sciences politiques a validé son dernier semestre et, depuis, il est « à la recherche d'un emploi, après avoir fait (son) dernier stage en télétravail », confie-t-il. Une prospection qui tourne au casse-tête. « Il y a des offres, mais peu ciblent les nouveaux diplômés, l'immense majorité concerne des stages ou des

postes d'encadrement avec expérience exigée. » La pandémie a bouleversé les plans de Robin, l'obligeant à retourner vivre chez ses parents, à leurs crochets. « Même si c'est dur pour le moral, je sais que je suis chanceux, j'ai une famille qui peut m'aider, m'héberger, j'ai une chambre à moi », explique l'étudiant, qui revendique la mise en place d'une aide financière pour les jeunes diplômés en recherche d'emploi et l'extension du RSA aux moins de 25 ans.

Ce jeudi, partout en France, ils seront des milliers de jeunes à manifester leur colère, à l'appel des organisations syndicales de salariés et d'étudiants. Frappée de plein fouet par la crise,

toute une génération se mobilise. Publiés en fin de semaine dernière par Eurostat, les chiffres démontrent l'ampleur du désastre, avec un taux de chômage des moins de 25 ans qui atteint, dans l'Union européenne, 17,8 %. 350 000 jeunes supplémentaires sont venus, en un an, gonfler les rangs des demandeurs d'emploi. Pour Mélanie Luce, présidente de l'Unef – qui appelle à la mobilisation ce jeudi –, « il faut se mobiliser massivement pour gagner sur nos revendications et obtenir le plan d'urgence de 1,5 milliard d'euros que nous réclamons pour sortir de l'ornière ». Pour que la résignation ne gagne pas. Pour que, comme Robin, les jeunes, diplômés ou non, ne finissent pas par se dire : « Je vais devoir être moins exigeant et accepter un travail qui ne me convient pas forcément. » ■

MARION D'ALLARD